

# Mémoire pré-budgétaire Québec 2023

## Pharmascience Inc.

31 janvier 2023

## Introduction

Pharmascience Inc. souhaite soumettre un mémoire dans le cadre des consultations pré-budgétaires de 2023 du ministère des Finances du Québec. Nous aimerions profiter de cette occasion pour mettre en évidence certaines interventions auxquelles le gouvernement devrait accorder priorité dans le secteur névralgique des sciences de la vie au Québec. La perspective qui est la nôtre est celle d'une entreprise entièrement québécoise œuvrant principalement dans le secteur pharmaceutique générique, mais aussi présente dans le secteur de la recherche et de l'innovation. Nous nous concentrerons dans le cadre de cet exercice sur un thème prioritaire, soit la nécessité urgente de relancer les secteurs de la fabrication et de la R&D génériques locales, afin de rehausser la sécurité d'approvisionnement en médicaments au Québec qui est présentement vulnérable, et de rehausser la contribution de notre secteur à la productivité de l'économie québécoise.

Nous croyons que la mise en œuvre des recommandations contenues dans notre mémoire permettra de :

1. Réduire la dépendance du Québec à l'apport étranger en matière d'approvisionnement pharmaceutique et combler de ce fait ce qui est devenu un important enjeu en matière de santé et de sécurité nationale, comme on a pu l'observer au début de la pandémie de COVID-19.
2. Générer des investissements locaux et favoriser une expansion de la capacité industrielle du Québec, créant ainsi des emplois mieux payés et plus productifs que la moyenne québécoise, et permettant de combler l'écart avec l'Ontario, comme le souhaite le gouvernement du Québec.
3. Encourager davantage la R&D sur les médicaments génériques au Québec, ainsi que la contribution du secteur à des projets de recherche permettant leur développement au Québec.

## À propos de Pharmascience

Pharmascience est la plus importante entreprise pharmaceutique de propriété canadienne. L'entreprise a été fondée en 1983 par les pharmaciens Morris Goodman et Ted Wise et continue d'être la propriété exclusive de la famille Goodman. Elle est devenue depuis un chef de file de l'industrie canadienne et mondiale des médicaments génériques. Fait à noter, non seulement l'entière propriété de Pharmascience et son siège social international sont-ils québécois, mais toutes ses activités de R&D et de fabrication sont entièrement effectuées à partir du Québec. Ceci place notre entreprise dans une position unique.

Aujourd'hui, Pharmascience fabrique et commercialise plus de 300 familles de produits génériques, ce qui en fait le plus grand fabricant de médicaments génériques au Québec et l'un des plus importants au Canada. Pharmascience fabrique également d'importantes gammes de produits en vente libre ainsi que des médicaments novateurs par l'entremise de ses compagnies sœurs Norwell et Pendopharm.

Certains paramètres spécifiques de la contribution économique de Pharmascience au Québec méritent d'être soulignés:

- En 2022, nous étions le plus important employeur pharmaceutique au Québec, avec près de 2 500 emplois (directs, et indirects). On compte parmi ceux-ci 1 461 travailleurs (ETC) dans nos sites de fabrication et de R&D de Montréal et de Candiac.
- Nous offrons des emplois bien rémunérés : le salaire annuel moyen des employés de Pharmascience s'élève à \$104,457, soit deux fois la moyenne québécoise, avec une productivité par emploi de \$155,000, soit 1,5 fois cette moyenne. Notre entreprise contribue ainsi de façon vigoureuse à l'objectif du gouvernement de hausser la productivité des emplois québécois.
- En 2021, Pharmascience a ajouté \$327M au PIB du Québec, et 42M\$ de recettes fiscales.
- Les fabricants de médicaments génériques mènent des activités de R&D importantes, même si cette contribution est rarement reconnue. Bon an mal an, Pharmascience investit entre 40 et 50 M\$ en R&D, dépassant ainsi largement la moyenne de l'industrie pharmaceutique canadienne, incluant la majorité des entreprises novatrices, qui effectuent la quasi-totalité de ces activités à l'étranger. Toutes nos activités de R&D sont effectuées à partir du Québec.
- Pharmascience est présente commercialement dans plus de 50 pays.

**Sources : Aviseo Conseil, 2022; Research InfoSource, 2021**

## Renverser le déclin du secteur de la fabrication pharmaceutique au Québec.

Le secteur de la fabrication des médicaments, et plus particulièrement celui de la fabrication des médicaments génériques, subit présentement un grave déclin au Québec et au Canada et sa capacité de subvenir aux demandes provenant du système de santé en est affectée. Au fil du temps, une combinaison de hausse des coûts locaux de fabrication et de baisse drastique des prix des médicaments génériques au Canada a fait en sorte que la plupart des fabricants ont déplacé leurs activités de production et de R&D vers des pays à plus faible coût de production, notamment en Inde. Le Québec, tout comme le reste du Canada, est ainsi devenu fortement dépendant de l'apport étranger pour ses médicaments génériques, qui représentent 77,4% des ordonnances remplies au Québec, pour 20,5% des dépenses d'assurance médicaments.

La récente pandémie de COVID-19 a mis en lumière les conséquences néfastes de cette dépendance à l'approvisionnement étranger. Des ruptures d'inventaires de médicaments essentiels pour le fonctionnement des hôpitaux québécois n'ont été évitées que de justesse au début de la pandémie, mettant ainsi en évidence la fragilité de notre capacité d'approvisionnement en médicaments génériques. Plus récemment, l'abandon des mesures de confinement ordonnées durant la pandémie a lui aussi été accompagné de ruptures d'inventaires de médicaments, causée par une recrudescence d'infections respiratoires. Ces deux crises d'approvisionnement illustrent la précarité de la situation.

Celle-ci nécessite un changement de cap afin que le secteur de la fabrication, autrefois florissant au Québec, puisse être relancé et contribuer à nouveau de façon fiable à notre sécurité d'approvisionnement. Il s'agit là d'un enjeu majeur de santé et de sécurité nationale, qui devrait selon nous faire partie de la planification budgétaire du gouvernement du Québec, d'où notre intervention dans le cadre de ce mémoire. Un tel coup de barre aurait en plus des retombées économiques favorables et attirera des investissements dans un secteur de pointe où le Québec a le potentiel d'exceller à l'échelle internationale, contribuant ainsi à l'emploi, à la productivité et au rattrapage nécessaire de l'économie du Québec face à celle des autres provinces canadiennes, en particulier l'Ontario. De tels investissements sont en cours chez Pharmascience, dans notre usine de Candiac, un projet auquel participe Investissement Québec, mais davantage seront nécessaires afin de recréer localement une masse critique d'activités de fabrication susceptible de rehausser l'autonomie du Québec en la matière.

### Déclin du secteur

Une étude récente de Ernst & Young réalisée pour le compte de l'Association canadienne des Médicaments Génériques a mis en évidence que seulement 12% des médicaments génériques consommés au Canada sont produits localement. Fait préoccupant, cette tendance s'est fortement détériorée durant la pandémie, avec un déclin de 35% de la production locale sur trois ans. Le Canada est donc devenu au fil du temps un importateur net de médicaments génériques, ce qui le rend vulnérable lorsque la capacité de production étrangère est affectée, comme durant la pandémie, ou lorsque la demande augmente

brusquement pour certains médicaments comme c'est le cas maintenant pour les médicaments pédiatriques. Ces ruptures d'inventaire ajoutent aux nombreux problèmes auxquels fait face notre système de santé. Notre dépendance aux fournisseurs étrangers touche aussi bien les matières premières que les produits finis. Comme l'un des principaux pays fournisseurs étrangers est la Chine, avec qui le Canada entretient des relations diplomatiques tendues, cette précarité de l'approvisionnement se complique d'une composante géopolitique imprévisible et possiblement conflictuelle.

L'exode de notre production locale s'explique par une combinaison de facteurs. Les fabricants qui souhaitent investir dans la fabrication au Québec font face à des coûts de fabrication plus élevés que dans plusieurs régions du monde, en particulier la Chine ou l'Inde où les salaires et l'environnement normatif sont moins coûteux qu'au Québec. Par ailleurs, les politiques gouvernementales de tarification des médicaments ont imposé des baisses de prix considérables (60% en dix ans). Cette baisse de prix sera aggravée par plusieurs autres facteurs concomitants, soit :

1. L'impossibilité d'indexer les prix des médicaments génériques, qui sont gelés de façon permanente par le MSSS, facteur particulièrement nocif en période de forte inflation. Au cours des trois dernières années, le prix net après inflation des médicaments génériques a décliné de 13,9%. Fait à noter, les politiques gouvernementales de tarification n'imposent ce gel qu'aux fabricants de produits génériques. Les fabricants de marque (responsables de 80% des coûts du RGAM, pour seulement 20% des ordonnances) sont autorisés à indexer des prix pourtant beaucoup plus élevés (jusqu'à 10 fois) que ceux des génériques.
2. Une baisse de prix de l'ordre de 7% qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023 et qui résultera de mesures fédérales décrétées dans le cadre de la réforme du système de contrôle du CEPMB. Cette mesure affectera éventuellement les médicaments génériques, dont le prix est tributaire de celui des médicaments brevetés.
3. La non-indexation des prix des médicaments génériques en dépit de l'inflation actuelle, que tentent d'imposer les ministères provinciaux de la santé dans le cadre des négociations en cours de l'APP avec l'industrie générique, négociation où le Québec joue un rôle de chef de file.

Un tel environnement d'affaires incite les fabricants génériques à s'approvisionner à l'étranger, afin de maintenir leurs marges et de survivre au sein du marché canadien. C'est ce qui a mené à la perte de notre capacité de production locale au profit d'autres pays. Cette situation pourrait s'aggraver si les négociations en cours avec l'APP maintiennent le gel des prix ou mènent à des baisses de prix additionnelles. La rentabilité de fabriquer au Québec, qui a fortement diminué au cours des dix dernières années, continuera de le faire si rien n'est entrepris pour corriger cette situation.

## Renverser la tendance

Fort heureusement, le rapatriement d'une partie de cette capacité de production est possible et constituerait un avantage considérable pour le Québec, en particulier si les centres de décision des entreprises pharmaceutiques sont locaux. Des politiques gouvernementales ciblées sur l'encouragement à la fabrication locale de produits génériques pourraient rendre possible ce rapatriement. Des mesures en ce sens commencent d'ailleurs à être mises en place par le MEIE et Investissement Québec.

### 1. Encouragement direct aux investissements en fabrication pharmaceutique

Les politiques de développement économique actuelles du Gouvernement du Québec prévoient des mesures d'encouragement à l'investissement dans des secteurs jugés névralgiques par le gouvernement. Il s'agit là d'un premier recours logique pour celui-ci qui pourrait et devrait être appliqué à la fabrication pharmaceutique.

L'annonce récente de Moderna d'investir dans une usine de fabrication de vaccins à ARN messager à Laval, avec l'aide des gouvernements du Québec et fédéral, en est un parfait exemple. Le nouveau site de Moderna permettra des activités de R&D et de production de vaccins contre divers pathogènes identifiés comme des risques de futures pandémies. Il permettra aussi d'acquérir et de conserver une expertise locale dans un domaine névralgique.

À maints égards, le projet d'expansion de Pharmascience dans son site de Candiac aura des retombées comparables, mais dans le secteur des médicaments génériques, lui aussi essentiel au bon fonctionnement du système de santé. Ce projet permettra de tripler à partir de ce site la capacité de production de médicaments injectables, une catégorie de médicaments névralgique pour le réseau hospitalier. Il représente un investissement de près de 120 millions de dollars, qui contribuera à la relance du secteur de la fabrication pharmaceutique au Québec. Le projet sera financé principalement par les actionnaires de Pharmascience, la Famille Goodman. En vertu du décret numéro 1510-2022 daté du 10 août 2022, Investissement Québec a été autorisée à accorder un prêt sans intérêt au montant maximal de 24 750 000 \$ à Pharmascience afin de soutenir ce projet.

Ces deux exemples illustrent bien la volonté récente du gouvernement du Québec de relancer le secteur, une politique qui doit être maintenue et même élargie afin d'inclure d'autres projets d'investissement. L'effet de levier de la participation d'Investissement Québec est appréciable, et notre expérience récente a été en général favorable. Il sera cependant essentiel de maintenir le cap avec de tels programmes d'encouragement à l'investissement pendant encore plusieurs années afin d'atteindre une masse critique d'investissements qui permette de modifier en profondeur les tendances négatives observées. Il sera aussi essentiel que le gouvernement évite de réduire à néant les retombées de ces politiques d'encouragement à l'investissement par des mesures parallèles risquant de détériorer d'avantage l'environnement d'affaires dans le secteur, comme les objections du MSSS à l'indexation des prix des

médicaments génériques dans le cadre des négociations en cours avec l'industrie. Ce type d'autocontradiction ne peut qu'avoir des effets négatifs sur le climat d'investissement.

## Recommandation

- 1- Maintenir l'appui d'Investissement Québec aux projets aux projets d'investissement en R&D et en fabrication biopharmaceutique dans le secteur du médicament génériques.**

## 2. Stratégie québécoise des Sciences de la Vie

En plus des mesures d'encouragement à l'investissement, le MEIE a intégré dans les travaux visant à la mise à jour de la Stratégie québécoise des Sciences de la Vie (SQSV) un Chantier visant à attirer des investissements en production pharmaceutique. Là également, il s'agit d'une initiative gouvernementale qui doit continuer d'être poursuivie, et qui doit déboucher sur un plan d'action concret et adéquatement budgétisé.

Une stratégie de développement du secteur de la production pharmaceutique serait un complément essentiel et nécessaire à l'assistance financière directe fournie par des organismes comme Investissement Québec. En effet, comme le déclin de la fabrication pharmaceutique au Québec est intimement associé à l'environnement d'affaires des entreprises productrices, et que cet environnement est largement conditionné par les politiques gouvernementales, en particulier en matière de tarification et de remboursement des produits, il est nécessaire que ces politiques soient elles aussi adaptées à l'objectif de relancer la fabrication et l'approvisionnement local. Les politiques de tarification et d'achat gouvernemental doivent constituer un incitatif à la production locale. Présentement, elles sont un obstacle. Si cette situation perdure, la tendance lourde au déclin du secteur ne sera pas modifiée de façon suffisante pour qu'il redevienne l'actif qu'il pourrait être pour la société québécoise, tant sur le plan du développement économique que de la sécurisation de l'approvisionnement en médicaments essentiels.

Rappelons quelques retombées importantes d'une éventuelle relance de la fabrication pharmaceutique locale. Un emploi chez Pharmascience vaut en le double de la moyenne québécoise sur le plan salarial et rehausse la productivité de l'emploi d'un facteur de 1,5. Cette contribution soutient donc indubitablement les objectifs de création d'emplois et de productivité du gouvernement. La production locale contribue également à maintenir ici des employés formés et expérimentés dans un secteur où l'apprentissage d'employés inexpérimentés est parfois long. Elle peut contribuer à la création d'un pôle international d'excellence.

De plus, un plan de relance gouvernemental du secteur de la fabrication pharmaceutique aurait un impact important sur la capacité du système de santé à offrir de soins de qualité et ininterrompus, en sécurisant l'approvisionnement en médicaments essentiels. La dépendance du Québec à l'apport étranger place notre système de santé dans une situation précaire. Nous l'avons expérimenté au début de la pandémie, lorsqu'une rupture d'inventaires de médicaments essentiels au fonctionnement de urgences et des unités de soins intensifs a été évitée de justesse. Ou encore maintenant, avec des pénuries multiples de médicaments dues

à la forte demande générée par la recrudescence d'infections que nous vivons au sortir du confinement.

Une relance de la capacité de production locale ferait donc une énorme différence tant sur le plan de l'intégrité du système de santé que de la prospérité du Québec. Elle doit donc être un des fers de lance de la SQSV. Nous souhaitons offrir quelques pistes de solution à envisager.

## Comment relancer le secteur de la production pharmaceutique au Québec?

Les mesures suivantes auraient un impact direct sur l'attrait du marché local à des investissements. Elles vont donc plus loin que les subventions ou prêts pardonnables offerts par Investissement Québec ou le MEIE, qui sont ponctuelles et ne portent que sur un seul projet d'investissement, sans impact sur les faiblesses du marché. Les mesures que nous proposons ici seraient permanentes et agiraient donc directement sur les faiblesses du marché québécois, sans pour autant nécessiter de modifications à la politique de prix du MSSS, qui doit être uniforme pour toutes les entreprises, québécoises ou non. Nous recommandons la mise en œuvre de ces mesures dans le cadre du budget du Québec de 2023.

## Recommandations

### **2- Créer un incitatif financier spécifique aux entreprises investissant dans l'expansion des installations de production dans le secteur pharmaceutique, au Québec.**

Cet incitatif à la fabrication locale pourrait être octroyé pour les activités de fabrication et de R&D effectuées au Canada dans le secteur du médicament générique. Il serait versé par le gouvernement sur la base des ventes réalisées au Québec et viserait à combler l'écart de coût de fabrication entre le Canada et les fournisseurs étrangers, à permettre aux fabricants locaux d'augmenter leur production sans être pénalisés financièrement et à augmenter leurs investissements au Québec. L'incitatif serait adapté au niveau d'activité de R&D et de fabrication réalisé au Canada.

La formule reposerait sur la détermination préalable par le MEIE du niveau de production canadienne de médicaments génériques, basée sur un audit annuel effectué auprès des fabricants. Cet audit pourrait classer la fabrication selon trois niveaux :

Niveau 1 - Conditionnement final d'un produit fini importé en vrac.

Niveau 2 - Production locale d'un produit fini à partir des matières premières.

Niveau 3 - R&D et production complète d'un produit fini à partir des matières premières.

Nous avons estimé les coûts d'application de cet incitatif sur la base des données de marché disponibles. (Nos sources sont IQVIA et Santé Canada pour la proportion de médicaments fabriqués au Canada).

Notre estimé est basé sur l'hypothèse d'un incitatif de 17% applicable aux 32% des médicaments fabriqués totalement ou en partie au Canada. Sur la base de cette hypothèse le coût annuel pour le Gouvernement du Québec de cet incitatif serait de 70 millions \$.

**3- Créer de nouveaux crédits d'impôt appliqués spécifiquement à la fabrication et à la R&D locale par des fabricants de génériques canadiens ou internationaux.**

Il est aussi possible de créer des incitatifs à la fabrication et à la R&D par des mesures fiscales. De telles mesures seraient relativement moins intéressantes pour les fabricants étrangers, mais davantage pour les fabricants de propriété canadienne dont la majeure partie de la fiscalité corporative est locale. On pourrait définir ces crédits d'impôt sur la base des niveaux de production et de R&D locale définis plus haut.

**4- Utiliser les appels d'offre portant sur les médicaments hospitaliers afin de s'assurer qu'une partie de l'octroi soit réservée à des médicaments produits au Canada.**

Ces appels d'offre sont souvent partagés afin de s'assurer de la disponibilité de plus d'un produit, pour les vaccins par exemple. Des octrois partagés pourraient aussi être utilisés afin de réserver une partie de l'octroi à des produits fabriqués au Canada et d'encourager la fabrication locale.

**5- Créer des réserves de sécurité d'ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA) et de produits finis pour certains médicaments essentiels, stockés en quantités supérieures aux prévisions de la demande normale par les fabricants.**

Ces réserves seraient basées sur des ententes de partage des risques avec les gouvernements pour couvrir les coûts de destruction des matériaux surstockés s'ils ne sont pas utilisés. Un droit de premier refus pourrait être octroyé à des fabricants canadiens ou étrangers dotés d'installations locales de manière à créer un incitatif à la production et à la R&D locales. De plus, cette mesure permettrait une meilleure sécurisation de la chaîne d'approvisionnement en médicaments essentiels pour le système de santé.

## Importance de la R&D dans le secteur générique

Dans le secteur générique, production et R&D sont très étroitement liées. Les fabricants de médicaments génériques tels que Pharmascience mènent des activités de R&D considérables, même si cette contribution est rarement reconnue. On tient habituellement pour acquis que la conception d'un médicament générique comporte moins de travaux de recherche

que celle d'une nouvelle molécule introduite en thérapeutique. Le développement d'un médicament générique nécessite tout de même d'importants travaux scientifiques et en génie afin de produire un médicament thérapeutiquement équivalent à celui auquel il sera substitué, et de qualité. De plus, un fabricant de produits génériques doit produire beaucoup plus de nouveaux produits qu'un fabricant de marque pour simplement demeurer concurrentiel. Tout ceci mène à un volume considérable d'activités de R&D.

Ainsi, bon an mal an, Pharmascience se classe parmi les 100 plus importants investisseurs en R&D au Canada, tous secteurs confondus, avec une contribution de 40 à 50 M\$ par an. La plupart de ces activités sont axées sur la formulation et le développement de produits. Pharmascience emploie une équipe de 200 personnes basée dans la région du Grand Montréal, qui se dévoue exclusivement à cette fonction.

## Sommaire des recommandations

- 1- Maintenir l'appui d'Investissement Québec aux projets aux projets d'investissement en R&D et en fabrication biopharmaceutique dans le secteur du médicament génériques.**
- 2- Créer un incitatif financier spécifique aux entreprises investissant dans l'expansion des installations de production dans le secteur pharmaceutique, au Québec.**
- 3- Créer de nouveaux crédits d'impôt appliqués spécifiquement à la fabrication et à la R&D locale par des fabricants de génériques canadiens ou internationaux.**
- 4- Utiliser les appels d'offre portant sur les médicaments hospitaliers afin de s'assurer qu'une partie de l'octroi soit réservée à des médicaments produits au Canada.**
- 5- Créer des réserves de sécurité d'ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA) et de produits finis pour certains médicaments essentiels, stockés en quantités supérieures aux prévisions de la demande normale par les fabricants.**



